

**ASSEMBLÉE EPISCOPALE
PROVINCIALE DE BUKAVU (ASSEPB)
B.P. 3324 BUKAVU**

« NON, JE NE MOURRAI PAS, JE VIVRAI... » (Ps. 118, 17).

**Message des Évêques de l'Assemblée Épiscopale Provinciale de Bukavu (ASSEPB)
aux fidèles catholiques et aux hommes de bonne volonté.**

PREAMBULE

1. Nous, Archevêque et Évêques de l'Assemblée Épiscopale Provinciale de Bukavu (ASSEPB), réunis à Butembo en session ordinaire du 8 au 14 avril 2024, avons fait le tour d'horizon de la situation socio-pastorale de notre pays en général, et de notre Province ecclésiastique, en particulier. A l'issue de nos assises, et partageant « les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses » (GS, n°1) de notre peuple, nous voulons réaffirmer notre foi au Christ mort et ressuscité, malgré le contexte difficile et préoccupant dans lequel vivent les populations de nos six diocèses de Bukavu, Butembo-Beni, Goma, Kasongo, Kindu et Uvira. C'est pour conjurer ce contexte qui conduit au désespoir que nous faisons nôtres ces paroles du psalmiste : « *Non, je ne mourrai pas, je vivrai pour annoncer les actions du Seigneur* » (Ps. 118, 17).

NOS JOIES

2. En ce temps de Pâques, nous rendons grâce à Dieu pour le don de la joie et de la vie dont Il ne cesse de gratifier nos Eglises locales. En effet, plusieurs événements heureux ont été célébrés et d'autres témoignent de la vitalité de nos diocèses. Parmi ces événements, nous citons : le jubilé d'argent épiscopal de S.E. Mgr SIKULI PALUKU Melchisédech en date du 11 août 2023, la célébration de la messe pour la paix dans les Grands Lacs organisée par l'Association des Conférences Episcopales de l'Afrique Centrale (ACEAC) à Goma, le 28 janvier 2024, l'accueil au Diocèse de Kasongo de deux nouvelles congrégations religieuses féminines : les Sœurs Missionnaires de Saint Jean-Paul II et les Sœurs Missionnaires de la Miséricorde et la Croix, ainsi que les Sœurs de l'Institut Contemplatif et Missionnaire *Regina Pacis*, au Diocèse de Kindu. Notons en outre que presque partout, les paroisses sont créées, les églises construites, les presbytères améliorés et beaucoup d'autres edifices de nos services élevés, tout cela prouve à suffisance le dynamisme des fidèles pour la plus grande gloire de Dieu et notre détermination de vivre heureux.

3. Parmi les événements qui attestent la vitalité de nos diocèses, nous citons l'annonce de la béatification de quatre martyrs (trois missionnaires Xavériens et un abbé) au Diocèse d'Uvira pour le 18 août 2024, l'héroïsme des prêtres et des consacrés de la Province ecclésiastique auprès de nos fidèles particulièrement dans les zones occupées par les rebelles du M23 et leurs alliés au Diocèse de Goma, les ADF- Nalu au Diocèse de Butembo-Beni et dans d'autres diocèses comme à Kasongo et à Uvira où sévissent les forces négatives. Nous notons aussi comme signe de vitalité de nos diocèses, la confiance que la majeure partie de notre peuple accorde à l'Eglise catholique comme une institution qui ne se lasse pas de défendre les intérêts du peuple, également la présence caritative de l'Eglise auprès des personnes déplacées internes estimées à plus de deux millions aux Diocèses de Butembo-Beni et de Goma, le respect et

l'engouement pour le processus électoral dans notre pays malgré les irrégularités de fraude et de désorganisation dénoncées et décriées en son temps, la relative accalmie sur l'axe Beni-Mutwanga-Bulongo-Kasindi, ce qui favorise à nouveau la circulation des personnes et de leurs biens, l'aménagement de la voirie urbaine de Goma,...

NOS INQUIETUDES

4. En dépit de ces quelques lueurs d'espoir citées ci-haut, nous constatons malheureusement une série des faits qui constituent le lot de nos inquiétudes et de nos peines. Il s'agit, entre autres, d'une insécurité devenue endémique avec son cortège des tueries même en pleine journée, des massacres et des enlèvements de paisibles citoyens congolais dans nos villes et villages ; de l'enclavement de la plupart de nos entités territoriales, de l'encercllement de la ville de Goma par le M23 soutenu par le Rwanda ; de la paralysie de l'économie par une stratégie d'isolement et d'asphyxie de grandes et petites agglomérations ; des administrations parallèles dans les zones sous contrôle de groupes armés avec des tracasseries de toutes sortes ; de l'importation, la fabrication et la consommation des boissons fortement alcoolisées comme une autre arme de destruction massive des jeunes à côté des violences faites aux femmes et aux enfants ; de l'usage abusif des informations diffusées par les réseaux sociaux ; de l'instrumentalisation des mouvements sociaux et de groupes de pression (la véranda Mutsanga, le Parlement debout de Furu, la Lucha, Ouran, Antigang, VuVamu) et même des partis politiques ainsi que leurs regroupements par des soi-disant « autorités morales ».

5. Dans le même ordre d'idées, nous ajoutons la persistance des conflits fonciers souvent exacerbés par des décisions de justice injustes, y compris ceux concernant les églises et les écoles ; la fermeture partielle ou totale de certaines paroisses liée à l'insécurité récurrente ; l'existence des forces négatives opérant sous le mode des ADF-Nalu qui se constituent en groupes de jeunes voleurs de cacao appelés Sangabalende à Bulongo et Tentera dans la zone d'Oïcha ; le recrutement forcé des jeunes par le M23 et d'autres forces négatives dans les territoires qu'ils occupent ; l'abandon par les forces régulières (FARDC) de leurs positions au front ainsi que de la logistique de guerre au M23 ; l'insécurité dans les camps des déplacés autour de la ville de Goma avec des bombes qui y tombent et font des victimes ; la précarité dans les maisons carcérales ; la menace persistante de l'usage des engins explosifs dans nos entités ; le manque de patriotisme de certains compatriotes collaborateurs des agresseurs, la résilience négative qui pousse les gens à vivre dans des situations qui portent atteinte à la conscience et à la dignité humaine.

6. Il est même curieux qu'à certains endroits, des forces négatives s'arrogent le droit d'exercer les fonctions régaliennes de l'État parfois en complicité ou en arrangement avec les forces et les services réguliers de l'État. C'est le cas de la cohabitation des milices Maï Maï Malaika avec les FARDC et la PNC, et de l'existence des tribunaux fortuits des milices à côté des parquets et tribunaux étatiques à Kasongo. Nous constatons aussi les tracasseries persistantes des services de Renseignement civil et militaires et des parquets civils, l'abandon de la jeunesse à elle-même, la tension sociale autour du non paiement des salaires des agents publics de l'État, la sous-traitance des services de l'État par des privés, l'insuffisance de culture de l'écologie intégrale, la prévalence de la justice populaire, la rupture de confiance entre civils et militaires, d'une part, et civils et autorités de l'État de siège, d'autre part ; le processus électoral inachevé

qui retarde la mise en place de nouvelles institutions politiques mettant à mal la gestion régulière du pays.

RACINES DE NOS MAUX : D'OÙ CELA NOUS VIENT-IL ?

7. Quand nous entendons notre peuple parler de l'origine de nos souffrances sans fin, il nous dit globalement que tout ceci arrive parce que l'État congolais est mort, et que nous, les gouvernés, sommes abandonnés à notre triste sort, et que nous ne voyons aucun indice que les gouvernants d'aujourd'hui songent au bien-être des gouvernés dans un avenir proche. Rien ne peut donc changer si nous gouvernés, ne forçons notre destin pour nous prendre en charge, en devenant sujets et acteurs de notre propre histoire, de notre propre changement qui sera bénéfique à l'ensemble du pays.

8. En méditant et en approfondissant cette réponse fataliste de notre peuple, nous réalisons que notre malheur prend racine dans trois catégories de maux : d'abord, le faible exercice des fonctions régaliennes de l'État (défense et sécurité, finances, diplomatie, justice), le manque de volonté politique pour convertir des ressources naturelles en richesses, la mauvaise répartition des richesses et des revenus au sein du peuple congolais, le faible niveau de réalisation de la politique d'intégration régionale et des projets intégrateurs. Ensuite, l'état de l'homme congolais lui-même qui se manifeste par la faible conscience patriotique collective, la présence des antivaleurs dans la vie quotidienne (tribalisme, népotisme, fraude électorale, corruption, trafic d'influences, vol, détournement, mensonge, clientélisme, etc.) qui mettent à mal la cohésion sociale, et par la manipulation des identités et de toutes les corporations sociales (Société civile, partis politiques, syndicats, mouvements citoyens). Et enfin, la « Communauté internationale » quand elle ne traite pas la RD Congo comme un sujet de droit international mais comme un objet à exploiter sans se soucier du bien-être de la Nation et du peuple congolais.

9. Tout ce qui est décrit ci-haut montre que, malgré la tenue des élections, l'État congolais reste faible et inefficace. Il y a lieu de se demander si ce comportement ne contribue pas au plan de balkanisation, du démembrement de la RD Congo alors que le peuple s'y est déjà opposé catégoriquement. Dans une telle situation, nous risquons d'apparaître paradoxalement comme des accompagnateurs de notre propre peuple à sa mort prochaine.

10. Or, comme pasteurs, hommes de Dieu et hommes de foi, nous refusons de mourir parce que notre Dieu est le Dieu des vivants et non des morts (cf. Lc 20,38 ; Mc 12,17). C'est pourquoi nous devons parler comme l'a recommandé Mgr Emmanuel Kataliko aux Evêques dans son testament spirituel, à la veille de sa mort, le 4 octobre 2000 à Rome. Nous devons donc proclamer avec force la victoire du Christ sur la mort, la victoire du bien sur le mal, la victoire de la lumière sur les ténèbres, la victoire de la réussite sur l'échec, la victoire de la loyauté sur la trahison, la victoire de l'honnêteté sur la tricherie et la corruption ; la victoire de la bonne gestion sur la mauvaise gestion des affaires publiques.

QUE DEVONS NOUS FAIRE : RECOMMANDATIONS

11. Sur base de cette forte conviction, et partageant toujours les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses (*GS*, n° 1) de notre peuple, nous recommandons :

Au Président de la République et Chef de l'État :

- De mettre en place rapidement un gouvernement composé de personnes compétentes et honnêtes qui va gérer les affaires publiques au profit du peuple.
- De poursuivre la réforme des forces de défense et de sécurité en les débarrassant de tous les traîtres et des soldats sans loyauté ni dévouement patriotique.

Aux gouvernants :

- De cesser de gérer le pays comme leur patrimoine privé et de ne plus considérer la résilience de notre peuple comme une faiblesse mais comme un refus de subir une mort injuste et programmée par leur mauvaise gestion des affaires publiques.

Aux hommes politiques congolais :

- De retenir que la politique est la plus haute forme de la Charité¹ parce que sa finalité ne consiste pas à se servir mais à servir les autres et la société : le peuple d'abord.

A nous peuple congolais :

- De sortir de notre sommeil ; de rester vigilants et unis contre toutes les vellétés de balkanisation et de démembrement de notre pays ;
- D'éviter des manipulations politiciennes et les complicités et trahisons sous toutes ses formes ;
- De refuser de mourir et de garder l'espérance en priant sans cesse pour notre conversion et celle de nos bourreaux tant de l'intérieur que de l'extérieur, confiants que notre secours nous vient du Seigneur qui a fait le ciel et la terre (cf. Ps.124, 8) ;
- De rester solidaire avec tous nos compatriotes habitant les territoires occupés par les rebelles et groupes armés ;

A la communauté internationale :

- De comprendre une fois pour toutes que la RD Congo n'est ni à vendre ni à exploiter anarchiquement comme l'a dit le Pape François en demandant aux multinationales de retirer leurs mains de la République Démocratique du Congo, de retirer leurs mains de l'Afrique, de cesser d'étouffer l'Afrique qui n'est pas une mine à exploiter ni une terre à dévaliser².
- De savoir que le peuple congolais est fatigué de sa politique de « deux poids deux mesures » dans la gestion des dossiers politiques de la RD Congo.

CONCLUSION

12. Tous ces faits qui font l'objet de notre inquiétude offensent et oppriment la dignité de la personne humaine, de l'homme congolais créé, comme les autres, à l'image et à la ressemblance de Dieu (cf. Gn 1, 26-27) et qui est destiné au bonheur. C'est pourquoi pour restaurer cette image du congolais déformée par le mal, nous devons réaffirmer la dignité de l'homme comme l'a récemment enseigné la Congrégation pour la Doctrine de la Foi à travers sa Déclaration *Dignitas Infinita* sur la Dignité humaine, du 2 avril 2024 : « *Le respect de la dignité de la personne humaine, en toutes circonstances, soit placée au centre de l'engagement pour le*

1. Cf. Pie XI, *Aux dirigeants de la fédération Universitaire Catholique*, 18 décembre 1927.

2. Cf. Discours du Pape François au Congo, Rencontre avec les autorités, les Représentants de la société civile et le Corps diplomatique. Kinshasa, jardin du Palais de la Nation, 31 janvier 2023.

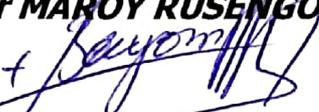
bien commun, et de tout système juridique. Le respect de la dignité de chaque personne est, en effet, la base indispensable à l'existence même de toute société qui se veut fondée sur le droit juste et non sur la force du pouvoir. C'est sur la base de la reconnaissance de la dignité humaine que sont défendus les droits fondamentaux de l'homme qui précèdent et fondent toute coexistence civilisée... »³.

13. L'Église, notre Famille universelle, célèbre son jubilé de 2025 ans de la venue du Christ, Sauveur du monde. Comment le ferons-nous si la situation que nous déplorons demeure ainsi ? Afin de nous préparer à ce grand événement, convertissons-nous et croyons à l'Évangile.

14. Que par l'intercession de la Vierge Marie, Mère du Ressuscité et Reine de la paix, nous puissions reconstruire avec foi, courage et détermination notre beau pays. Et que par l'intercession des Bienheureux Martyrs Anuarite Marie-Clémentine Nengapeta et Isidore Bakanja, Dieu continue à jeter un regard paternel et bienveillant sur notre pays, la République Démocratique du Congo.

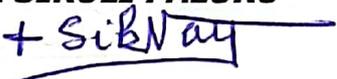
Donné à Butembo, le 14 avril 2025, Troisième dimanche de Pâques.

+ **S.E. Mgr François-Xavier MAROY RUSENGO**



Archevêque métropolitain de Bukavu et Président de l'ASSEPB

+ **S.E. Mgr Melchisédech SIKULI PALUKU**



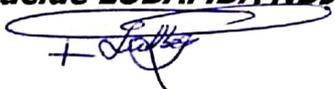
Evêque de Butembo-Beni

+ **S.E. Mgr Willy NGUMBI NGENGELE**



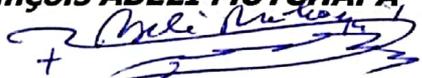
Evêque de Goma

+ **S.E. Mgr Placide LUBAMBA NDJIBU**



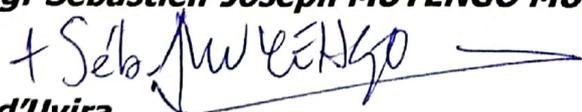
Evêque de Kasongo

+ **S.E. Mgr François ABELI MUTCHAPA**



Evêque de Kindu

+ **S.E. Mgr Sébastien-Joseph MUYENGO MULOMBE**



Evêque d'Uvira

3. Congrégation pour la Doctrine de la Foi, Déclaration *Dignitas Infinita* sur la Dignité humaine, du 2 avril 2024, 19 anniversaire de la mort saint Jean-Paul II, n° 64.